

Contrôle au faciès : de Guéant à Cambadélis, la polémique continue



"Le contrôle aléatoire pourquoi pas, mais au faciès certainement pas" assure le premier secrétaire du parti socialiste.

Interrogé sur les mesures de sécurité à prendre dans les gares et les trains trois jours après l'attentat évité de justesse dans le Thalys, le ministre des Transports avait déclaré lundi sur Europe 1 qu'il préférerait "la discrimination" à l'inaction. Pour tenter d'endiguer le début de polémique suscité par ses propos, Alain Vidalies a rapidement rectifié sa déclaration lundi après-midi. Malgré cette tentative de clarification, les réactions à ses propos se multiplient dans la classe politique.

Invité ce mardi sur BFMTV, l'ancien ministre de l'Intérieur Claude Guéant admet que si certaines mesures peuvent être "discriminatoires", "il faut savoir ce que l'on veut". "Ça ne me choque pas. Les policiers savent qu'il y a des gens qui ont plus une allure de délinquants que d'autres" a-t-il ajouté.

Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire Le Point publié ce mardi, le premier secrétaire du Parti socialiste Jean-Christophe Cambadélis a tenté de clarifier la position du gouvernement, en se contentant de déclarer : "Le contrôle aléatoire pourquoi pas, mais au faciès certainement pas".

Enfin, le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius a quant à lui déclaré sur BFMTV : "Il faut qu'il y ait, de la part de l'armée, de la police, des services, toutes les mesures qui permettent de faire peur aux terroristes et de déjouer un certain nombre d'attentats (...) Il faut agir et que la République, dans le respect de ses principes, se donne tous les moyens de lutte"